

## Moins de chômeurs, plus de précaires!

La réforme de l'assurance chômage entrera en application le 1<sup>er</sup> novembre. Une note d'impact, publiée par l'Unédic à la fin du mois de septembre, laisse présager que des centaines de milliers de demandeurs d'emploi seront pénalisés par les nouvelles règles qui vont entrer en vigueur.



pôle emploi

Une réforme inquiétante

« L'objectif de la réforme est à la fois de réaliser des

économies budgétaires au détriment de l'indemnisation des chômeurs, mais également d'agir artificiellement à la baisse sur les statistiques du chômage en durcissant les conditions de l'ouverture de droits ou en raccourcissant la durée de leur bénéfice », résume Vincent Duchaussoy, secrétaire national du PS en charge du Travail et du Dialogue social.

D'après les projections de l'Unédic, la réforme devrait permettre de réaliser près de 6 milliards d'euros d'économies sur la période 2019-2022. Or, lors de la présentation de cette réforme, le gouvernement ne tablait que sur 3 milliards. Cette différence laisse augurer de coupes sévères dans l'indemnisation des demandeurs d'emploi. En outre, sur cette somme, seuls 870 millions proviendront de prélèvements supplémentaires sur les entreprises, confirmant que l'effort portera principalement sur les chômeuses et les chômeurs qui se verront nier la possibilité d'ouvrir des droits ou devront supporter la réduction de leur période d'indemnisation.

« C'est particulièrement inquiétant pour les travailleurs précaires et les chômeurs de longue durée - y compris ceux nombreux qui alternent périodes de chômage et périodes d'emploi de courte durée », s'alarme le secrétaire national. En effet, tout indique que

ceux-ci vont voir leur précarité s'accroître en même temps qu'il leur sera devenu plus difficile de s'inscrire ou de se réinscrire à Pôle Emploi et que leur indemnisation diminuera.

Selon la note de l'Unédic, plus de 700 000 nouveaux demandeurs d'emploi vont être privés d'ouverture de droits pendant la première année d'application de la réforme, du fait du durcissement des conditions de rechargement des droits car il faudra désormais avoir travaillé 6 mois sur les 24 derniers mois, au lieu de 4 sur les 28 derniers. 700 000 chômeurs de moins pour les statistiques officielles du chômage et la communication du gouvernement, au détriment des plus vulnérables d'entre eux, ceux qui ont les plus grandes difficultés à se maintenir dans l'emploi ou qui en restent éloignés.

En outre, près de 850 000 nouveaux inscrits verront leur indemnité chuter de 22% en moyenne. Et la baisse pourra même atteindre 50% dans certains cas.

« Plutôt que de se battre contre le chômage, le gouvernement a choisi de faire la guerre aux chômeurs! », s'inquiète Vincent Duchaussoy qui appelle à la plus grande vigilance lors des publications des prochains chiffres du chômage.



## En pleine lumière

Depuis toujours, des gourous, cyniques ou illuminés ont profité de la faiblesse ou de la crédulité des autres pour imposer leur emprise. Dans certains pays, les sectes ont pignon sur rue. Pas en France qui, en 2002, suite à des affaires particulièrement graves, s'était dotée d'une instance intergouvernementale, la Miviludes, pour surveiller et étudier ce phénomène.

En effet, les sectes ont une capacité d'adaptation très importante : elles savent surfer sur l'air du temps et modifier leur discours qui vise pourtant toujours le même objectif : placer leurs adeptes en situation de dépendance.

La dissolution de la Miviludes serait un très mauvais signal envoyé aux gourous qui craignent par-dessus tout la transparence. Ne plus se sentir observés serait pour eux une bénédiction. Face à ces mouvements, il ne faut jamais baisser la garde et le gouvernement prendrait une lourde responsabilité s'il persistait dans son projet.

# Des élus inquiets mais motivés

Dans quel état d'esprit les maires abordent-ils la campagne électorale qui commence ? Pour le savoir, Forough Salami-Dadkhal a invité au Conseil fédéral, qui s'est tenu le 5 octobre à Quimper, l'universitaire Lionel Prigent. En effet, ce dernier a travaillé récemment sur ce sujet, au moment du Grand débat. Les conclusions avaient été présentées à St Briec, en présence du chef de l'État.



Une analyse des attentes des maires

« L'Association des Maires de Bretagne a voulu savoir ce que ressentait vraiment les élus bretons et nous a confié le soin de les interroger », a résumé Lionel Prigent. Alors que notre région compte 1 230 communes, environ 500 maires ont répondu à un questionnaire ce qui constitue un échantillon représentatif. En outre, pour entrer dans les détails, Lionel Prigent a conduit des entretiens qualitatifs de 2 heures avec 28 élus.

Si on en croit la plupart des articles publiés depuis quelques années, les élus

locaux, et en particulier les maires, sont désespérés, à la limite de la démission. Or, en Bretagne, il n'en est rien. « **Nous avons rencontré des maires qui doivent faire face à des difficultés mais qui restent combattifs** », indique Lionel Prigent. En moyenne, le mandat des maires est de 19 ans.

**« Les maires veulent avant tout de la clarté dans les répartitions de compétences. »**

Les maires sont-ils plus les cibles d'agressions ? Oui, mais pas plus que dans le reste de la société. Toutes les professions qui sont en contact avec le public constatent le même phénomène et subissent des agressions verbales ou physiques.

Il ressort des questionnaires et des entretiens que, la préoccupation principale des maires reste leur commune. L'engagement partisan n'est pas leur priorité. Ils se considèrent avant tout au service de leurs habitants. Mais, il apparaît très nettement que, cet engagement total se heurte de plus en plus à de nouvelles difficultés. Les maires évoquent plusieurs sources de difficultés dans leur action quotidienne.

La multiplication des échelons, et en particulier le développement de l'intercommunalité, enlève une partie des prérogatives des maires qui se sentent dépossédés d'une partie de leurs compétences.

Cette perception est accentuée par des décisions de l'État, comme par exemple la suppression de la taxe d'habitation, qui réduisent encore plus leurs marges de manœuvre.

Les élus ne remettent pas en cause l'intercommunalité. Ils savent bien, surtout dans les communes rurales, que seules les EPCI disposent des ressources, en particulier en ingénierie, pour mener à bien les projets. Mais ils voudraient une clarification des compétences afin que leurs concitoyens sachent vraiment qui est responsable de quoi.



À Quimper le 5 octobre

Il en va de même pour les métropoles qui remplissent des fonctions indispensables. Mais il subsiste toujours une crainte de voir Brest ou Rennes capter des habitants ou des services publics.

La campagne électorale qui s'ouvre devrait être l'occasion de lancer un débat sur le rôle des communes et des maires et d'ouvrir une discussion sur l'application pertinente du principe de subsidiarité entre les différents échelons.

## Le BREIS, au service de la Bretagne



deux départements sur quatre et dans les deux métropoles de la Bretagne administrative et dans les trois de la Bretagne historique ?

Les socialistes bretons ont toujours cultivé leur fibre régionaliste et décentralisatrice. Alors que les transitions écologiques, énergétiques et démocratiques doivent rapidement être lancées, quel message portent les socialistes bretons, alors qu'ils sont en responsabilité à la Région, dans

C'est en partie pour répondre à ces enjeux que les socialistes bretons ont décidé de relancer le BREIS (Bureau Régional d'Études et d'Information Socialiste) en sommeil depuis quelques temps.

« Les premiers secrétaires fédéraux se sont rencontrés au campus de La Rochelle pour en discuter. Une rencontre des quatre conseils fédéraux s'est tenue le 22 septembre à Pontivy », a indiqué Yohann Nédélec.

Le BREIS, dans sa forme actuelle a été fondé le 11 septembre 1971 à Rennes, sous la houlette de Louis Le Penec. Ses travaux avaient inspiré François Mitterrand lorsqu'il avait lancé le chantier de la décentralisation, au début du son premier septennat.

« Le BREIS doit retrouver sa fonction initiale d'outil de réflexion au service de la Bretagne. » Pour ce faire, deux représentants des fédérations vont plancher sur la rédaction de nouveaux statuts. Pour le Finistère, Forough Salami-Dadkhal et Arnaud Platel participeront à ces travaux préparatoires.

Une rencontre se tiendra à Pontivy, le dimanche 1<sup>er</sup> décembre, pour les adopter. « La Fédération de Loire Atlantique sera invitée à assister à nos travaux », a précisé, le Premier secrétaire fédéral, Yohann Nédélec.

En effet, sur des questions aussi importantes que le modèle agricole, les transports ou la transition écologique, les réponses ne peuvent être que régionales.

# Brest : les socialistes ont choisi

**Pour les Municipales, chacun a sa méthode pour désigner ses candidats : certains font confiance à des commissions nationales, d'autres s'autoproclament. Au PS, ce sont les adhérents qui, à l'issue d'un processus démocratique, choisissent leur tête de liste.**

Les socialistes brestois ont, à l'issue d'un processus démocratique dont la qualité a été unanimement saluée, choisi François Cuillandre a 57,7% des voix pour conduire la liste d'union de la gauche. La participation s'est élevée à 75%.

«**Le débat a été serein**», a souligné François Cuillandre à l'annonce des résultats, le 7 octobre. Le maire sortant a salué Thierry Fayret et Pierre Maille, président de la commission, qui a veillé à la sérénité de la campagne interne. De son côté, Thierry Fayret a insisté sur la qualité de la campagne. «**Les adhérents ont participé à un bel exercice de démocratie interne. Les règles étaient connues de tous, dès le début, et ce qui est important maintenant, c'est que nous partions unis pour cette campagne.**»

«**Cette candidature est mûrement réfléchie**», a insisté François Cuillandre le 1<sup>er</sup> octobre lors du débat de présentation des deux candidats. «**J'aime notre ville et ma motivation est intacte**».

Le paysage politique est totalement éclaté. Mais le scrutin municipal est particulier. Les électeurs votent pour leur vie quotidienne. Or, depuis maintenant près de trente ans, la gauche unie a profondément transformé Brest. «**Notre ville a changé d'apparence mais elle a aussi changé de mental**», s'est félicité François Cuillandre. «**C'est fini l'autodénigrement**».

Cela s'explique par des grandes réalisations, comme la fac en centre-ville, la première ligne de tramway, le quartier des Capucins, la salle de l'Arena ou les opérations de renouvellement urbain.

Mais il reste encore beaucoup à faire : une seconde ligne de tramway, entre la gare et l'hôpital, conforter la place de Brest comme capitale de la mer, engager la transition écologique ou améliorer encore la démocratie participative, notamment.

«**Et maintenant, les difficultés commencent**», a commenté François Cuillandre à l'annonce des résultats. Il évoquait bien sûr la campagne pour convaincre les Brestoises et les Brestois de poursuivre l'action de la majorité municipale. «**C'est un scrutin de liste et tous ensemble nous devons nous mobiliser**», a rappelé François Cuillandre, qui a, une nouvelle fois regretté que les élu.es EELV aient décidé de faire cavaliers seuls.

C'est donc unis que les socialistes brestois vont maintenant se lancer dans la campagne pour les élections des 15 et 22 mars 2020.



Et maintenant, en campagne !

## En bref

### Pacte biogazier breton



Dans le prolongement du Pacte électrique adopté en décembre 2010, le Pacte biogazier, signé le 12 septembre au Space de Rennes vient sceller les nouveaux engagements de l'État, la Région, l'Ademe, GRDF, GRTgaz et du Pôle Énergie Bretagne pour développer la part du gaz renouvelable dans le mix énergétique breton.

Région d'élevage, notre région possède d'importants gisements de biomasses détenus, principalement, par les exploitations agricoles (effluents

d'élevage, intercultures...).

Le Pacte biogazier est le résultat d'un travail de deux ans, copiloté par l'État et la Région au sein de la Conférence Bretonne de la Transition Énergétique (CBTE).

Ce pacte affiche pour ambition une multiplication par 6,4 de la production de gaz renouvelable d'ici à 2030. Évaluée à 387 GWh fin 2017, la production de biogaz atteindrait alors 2470 GWh en 2030 par un développement de tous les modes de production (méthanisation, gazéification...).

Par ce pacte, les acteurs de la filière s'engagent à augmenter la production de gaz renouvelable, à optimiser sa valorisation en l'injectant dans les réseaux et à structurer la filière. Le suivi de la mise en œuvre opérationnelle du Pacte se fera dans le cadre du Groupe d'Analyse et de Contribution (GAC) constitué des partenaires signataires. Ce suivi sera présenté annuellement en Conférence Bretonne de la Transition Énergétique.

### Disparition



Nous avons appris avec tristesse la disparition de Jo Gourmelon. Conseiller général du canton de Bellevue de 1973 à 2008, Jo Gourmelon fut président de la CUB (Communauté Urbaine de Brest) de 1977 à 1981, puis député de Brest de 1981 à 1993.

Il siégea notamment au CHU de Brest, à Port-la-Forêt, Finist'air et au Grand Hôtel de Morgat.

Nous adressons à sa famille et ses proches nos sincères condoléances.

1<sup>er</sup> décembre  
Réunion du BREIS  
à Pontivy.

Zeno Polley et Marin Lagny

**Zeno Polley, de Kiel, est étudiant Erasmus en L3 de Lettres. Marin Lagny est en classe préparatoire littéraire. Ils appartiennent tous les deux à Youth for climate Brest et nous expliquent le sens de leur engagement.**

### Cap Finistère : Que représente Greta Thunberg pour vous ?

**Marin Lagny :** Une figure médiatique. Certainement pas une cheffe car nos groupes s'organisent de manière horizontale. Nous nous définissons comme un mouvement holarchique basé sur l'autogestion. C'est d'ailleurs pour cette raison que nous exprimons ici nos points de vue et pas celui de tout le groupe. Lorsqu'une idée est avancée, si elle recueille un certain consensus, nous la mettons en œuvre. Nous sommes en relation avec les autres groupes locaux comme ceux de Quimper, Concarneau ou Saint-Brieuc. Nous fonctionnons beaucoup par internet pour débattre et échanger sur nos actions et comparer ce qui fonctionne ou pas. Les réseaux sociaux nous permettent d'annoncer des événements.

### Cap Finistère : Comment résumeriez-vous votre projet ?

**Zeno Polley :** Agir à Brest et dans le pays de Brest pour une transition écologique, sociale et démocratique. Par nos actions et nos manifestations nous voulons alerter sur l'urgence climatique mais aussi mettre en valeur et rendre plus visibles les actions des autres collectifs écologistes. Mais, comme tout est lié, nous avons aussi participé à la manifestation du 1<sup>er</sup> mai pour dénoncer le rôle des multinationales dans le dérèglement climatique, mais aussi dans l'accroissement des inégalités et les conditions de travail qu'elles imposent. Tout est lié : le capitalisme détruit l'environnement et provoque des inégalités. Pour nous, le changement climatique appelle des changements profonds de nos modes de vie, de consommation, de déplacement et ce sont les autres secteurs qui doivent s'adapter. Nous devons placer cet enjeu au cœur des politiques. Et le plus rapidement possible car plus nous attendons, plus les changements, inexorables, seront difficiles.

### Cap Finistère : Vos modes d'actions, basés sur la désobéissance civile sont parfois contestés.

**Zeno Polley :** À la base, sécher les cours pour aller manifester le vendredi, peut être considéré comme de la désobéissance civile. Mais ça contribue à la prise de conscience.  
**Marin Lagny :** Nous assumons ce mode

d'action. Par exemple, nous avons aussi mené une opération sur le port de Brest pour dénoncer les importations de soja.

Personne ne sait vraiment d'où il vient ou comment il est produit, mais on sait que la culture du soja, qui sert à nourrir les bovins chez nous, est en grande partie responsable de la déforestation en Amazonie.

Nous sommes contre les panneaux lumineux et leurs publicités agressives et nous avons mené une action pour les recouvrir. Nous n'avons rien dégradé. Nous avons juste utilisé de l'eau et de la craie. Ça part très facilement, il suffit d'un chiffon mouillé. Les grands groupes sont pour l'instant totalement insensibles à ce genre d'action. Pourtant, un panneau publicitaire lumineux consomme autant que deux foyers par an. En revanche, nous avons constaté que certains commerces ont éteint leurs vitrines après notre première action. Pour nous, les panneaux lumineux sont un non-sens : à la fois à cause de l'énergie gaspillée, mais aussi par les messages consuméristes qu'ils véhiculent.

### Cap Finistère : Quels sont vos projets dans les mois qui viennent ?

**Marin Lagny :** Nous allons continuer nos actions de sensibilisation. Une grève pour le climat est prévue le 29 novembre. Les lycéens seront appelés à descendre dans la rue. Ça constituera un moment fort mais nous n'en faisons pas notre objectif principal. C'est une étape dans la mobilisation et l'établissement d'un rapport de force. Pas un objectif en lui-même.  
**Zeno Polley :** D'autant qu'en France les mobilisations sont bien moins massives qu'en Allemagne. Les enseignants y soutiennent plus le mouvement. 100 000 personnes, essentiellement des lycéens et des étudiants mais aussi des adultes, sont descendues dans les rues d'Hambourg, le 15 mars, à l'appel de Fridays for Future.

Nous soutenons aussi des initiatives locales qui contribuent à la transition écologique. Je pense en particulier au lancement de la version numérique de l'Héol, la monnaie locale du pays de Brest qui permet de favoriser les circuits courts.

Nous interviendrons également dans la campagne municipale selon des modalités qui restent à définir. Mais nous entendons bien être attentifs aux projets qui seront présentés et nous donnerons notre point de vue. Nous voulons que les préoccupations écologiques soient au cœur des politiques qui seront mises en œuvre durant le prochain mandat.



### Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428  
N° 1284 - Vendredi 11 octobre 2019  
[www.ps29.bzh](http://www.ps29.bzh) - [cap-finistere@wanadoo.fr](mailto:cap-finistere@wanadoo.fr)  
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER  
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON  
Tél. 02 98 43 44 39  
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère  
Tél. 02 98 43 11 44

## S'abonner

Nom : .....

Prénom : .....

Adresse : .....

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @ .....

Adhérents : 25 euros (papier) ;  
20 euros (numérique)

Non adhérents : 50 euros (papier) ;  
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :  
ADFFFP

